

No. 28261

**FRANCE
and
CZECHOSLOVAKIA**

**Agreement on cooperation in the field of education. Signed at
Prague on 13 September 1990**

Authentic texts: French and Czech.

Registered by France on 31 July 1991.

**FRANCE
et
TCHÉCOSLOVAQUIE**

**Accord relatif à la coopération dans le domaine de la forma-
tion. Signé à Prague le 13 septembre 1990**

Textes authentiques : français et tchèque.

Enregistré par la France le 31 juillet 1991.

ACCORD¹ ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRATIVE TCHÈQUE ET SLOVAQUE RELATIF À LA COOPÉRATION DANS LE DOMAINE DE LA FORMATION

Le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement de République Fédérative Tchèque et Slovaque,

ci-après dénommés "Les Parties":

Se référant à l'Accord de Coopération Scientifique et Technique con entre les deux Gouvernements le 29 Juin 1965² ainsi qu'à l'Accord Culturel 26 octobre 1967³.

Désireux de mettre en oeuvre les dispositions de l'Acte Final de Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe⁴;

Soucieux d'approfondir d'avantage la coopération entre les deux pays,

sont convenus de ce qui suit:

TITRE I : DOMAINES DE COOPERATION

ARTICLE 1

Les deux Parties décident d'amplifier leur coopération en matière de formation des hommes afin de contribuer aux réformes entreprises par la Partie tchécoslovaque dans le sens de la transition vers l'économie de marché et de la définition du rôle nouveau des pouvoirs publics.

Cette coopération est mise en oeuvre par les institutions et organismes tant publics que privés des deux pays.

¹ Entré en vigueur le 13 septembre 1990 par la signature, conformément à l'article 10.

² Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 747, p. 305.

³ *Ibid.*, vol. 815, p. 45.

⁴ *Documents d'actualité internationale*, nos 34-35-36 (26 août-2 et 9 septembre 1975), p. 642 (La Documentation française).

ARTICLE 2

Pour satisfaire à l'objectif défini à l'article 1, les deux Parties prévoient:

- de développer un échange permanent d'informations et d'expériences sur la formation dans l'un et l'autre pays ainsi que sur les politiques suivies en la matière par les pouvoirs publics et les entreprises,
- de favoriser les contacts et accords directs entre responsables et cadres des mêmes branches professionnelles,
- d'engager une coopération en matière de conception de politique et de méthodologie éducatives notamment par la réalisation en commun d'outils et de méthodes pédagogiques.

ARTICLE 3

Les programmes conjoints élaborés dans le cadre du présent Accord concernent notamment:

- la formation initiale des étudiants dans les universités, les instituts, les écoles spécialisées et les autres établissements d'enseignement,
- la formation continue, le recyclage et le perfectionnement des enseignants, des cadres, des dirigeants d'entreprises, des agents de l'Etat et des collectivités locales, ainsi que des responsables des organisations d'employeurs et de salariés et des associations.

ARTICLE 4

Dans le domaine économique, les formations générales et spécialisées qui pourront être mises en oeuvre concernent notamment les domaines suivants:

- la gestion des entreprises et la gestion par branches professionnelles
- le commerce extérieur et les relations économiques internationales
- la gestion financière et bancaire
- la gestion des ressources humaines
- les restructurations industrielles
- les aspects sociaux, juridiques et technologiques de l'évolution économique

Dans ces secteurs les deux Parties s'efforceront tout particulièrement d'élaborer des programmes qui présenteront un caractère exemplaire pour la construction des nouvelles relations entre les pays du continent européen.

ARTICLE 5

Dans le domaine de la fonction publique et du droit, les formations générales et spécialisées s'adressent aux fonctionnaires, aux responsables et agents des administrations centrales et des collectivités territoriales ainsi qu'aux agents des services de justice et notamment aux magistrats.

Outre ces programmes de formations, les deux Parties conviennent:

- de poursuivre la coopération entreprise pour la préparation des textes constitutionnels, législatifs et réglementaires.
- de définir des thèmes de coopération en matière d'organisation juridictionnelle,
- d'engager une action pour l'élaboration de cursus et d'étudier la possibilité de création d'établissements spécialisés dans la formation des fonctionnaires.

ARTICLE 6

Pour la mise en oeuvre de l'ensemble des programmes, les deux Parties privilégient l'emploi de la langue française, en particulier celle des affaires et des professions, à chaque fois que cela sera possible.

Dans ce but, la Partie française mettra à la disposition à la Partie tchécoslovaque, sous une forme appropriée et dans la mesure de ses moyens, des modules d'apprentissage du français de spécialité.

TITRE II - MODALITES DE MISE EN OEUVRE.

ARTICLE 7

Un Groupe de Travail est constitué afin d'assurer la définition du programme annuel d'activités, le suivi et l'évaluation des actions réalisées.

Le Groupe de Travail dresse le bilan de ses activités lors de chaque intersession du Comité Permanent franco-tchécoslovaque. Il élabore ses projets et prend ses décisions dans le cadre des orientations définies par le Comité Permanent.

Le Groupe de Travail se réunit au moins deux fois par an à l'initiative de l'une ou l'autre Partie alternativement en France et en Tchécoslovaquie. La

première réunion de ce Groupe de Travail se tiendra après la signature du présent accord.

ARTICLE 8

Chacune des Parties notifie à l'autre par voie diplomatique l'accomplissement des procédures administratives requises par sa réglementation interne pour la mise en oeuvre du programme annuel d'activités.

ARTICLE 9

La prise en charge des dépenses découlant du présent Accord s'effectue dans le cadre des disponibilités budgétaires de chacune des Parties.

Pour les formations en matière de gestion, les deux Parties conviennent de rechercher des contributions extérieures, sous la forme appropriée, notamment auprès des entreprises bénéficiaires de ces formations et des branches professionnelles concernées.

ARTICLE 10

Le présent accord - qui prend effet à la date de sa signature - est conclu pour une durée de cinq ans et sera renouvelable par tacite reconduction.

Chacune des Parties pourra le dénoncer avec un préavis de six mois notifié par écrit et par la voie diplomatique.

Fait à Prague, le 13 septembre 1990, en deux exemplaires, en langue française et tchèque, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement
de la République Française :

[*Signé — Signed*]¹

Pour le Gouvernement
de la République Fédérative
Tchèque et Slovaque :

[*Signé — Signed*]²

¹ Signé par Thierry de Beaucé — Signed by Thierry de Beaucé.

² Signé par Jiří Dienstbier — Signed by Jiří Dienstbier.

[CZECH TEXT — TEXTE TCHÈQUE]

DOHODA MEZI VLÁDOU FRANCOUZSKÉ REPUBLIKY A VLÁDOU ČESKÉ A SLOVENSKÉ FEDERATIVNÍ REPUBLIKY O SPOLUPRÁCI V OBLASTI VZDĚLÁVÁNÍ

Vláda Francouzské republiky a vláda České a Slovenské Federativní Republiky /dále uvedené jako "strany"/,

odvolávající se na Dohodu o vědeckotechnické spolupráci uzavřenou mezi oběma vládami 29. června 1965, jakož i na Kulturní dohodu z 26. října 1967,

vedeny přáním plnit ustanovení Závěrečného aktu Konference o bezpečnosti a spolupráci v Evropě,

ve snaze dále prohlubovat spolupráci mezi oběma zeměmi,

se dohodly na tomto:

ČÁST I. - OBLASTI VZDĚLÁVÁNÍ

Článek 1

Obě strany se rozhodly rozšířit spolupráci v oblasti výchovy a vzdělávání s cílem přispět k reformám uskutečňovaným československou stranou ve směru přechodu k tržnímu hospodářství a stanovení nové úlohy veřejných orgánů.

Tato spolupráce je realizována jak veřejnými, tak soukromými institucemi a orgány obou zemí.

Článek 2

Ke splnění cíle vytýčeného v článku 1 obě strany hodlají:

- rozvíjet trvalou výměnu informací a zkušeností z oblasti výchovy a vzdělávání v obou zemích, jakož i o politice, kterou v této oblasti sledují veřejné orgány a podniky,

- podporovat přímé styky a dohody mezi vedoucími činiteli a pracovníky po odvětvové linii,
- zahájit spolupráci v otázkách koncepce vzdělávací politiky a metodologie, zejména cestou společné realizace názorných pomůcek a pedagogických metod.

Článek 3

Společné programy vypracované v rámci této Dohody se týkají zejména:

- výchovy a vzdělávání studentů na vysokých školách, v ústavech, odborných školách a jiných vzdělávacích institucích,
- dalšího vzdělávání, rekvalifikace a zdokonalování znalostí pedagogů a pracovníků řízení, vedoucích a řídicích pracovníků podniků a státní správy i místních správních orgánů, jakož i vedoucích činitelů zaměstnaneckých a zaměstnavatelských organizací a sdružení.

Článek 4

Všeobecné a odborné vzdělávání v hospodářské oblasti, které bude moci být uskutečňováno, se týká zejména následujících oblastí:

- řízení podniků a odvětví
- zahraniční obchod a mezinárodní ekonomické vztahy
- řízení finanční sféry a bankovníctví
- řízení lidského potenciálu
- restrukturalizace průmyslu
- sociální, právní a technologické aspekty hospodářského rozvoje

V těchto oblastech budou obě strany usilovat zejména o vypracování programů, které by sloužily jako příklad vytvoření nových vztahů mezi zeměmi evropského kontinentu.

Článek 5

V oblasti veřejné správy a práva se všeobecné a odborné vzdělávání bude týkat vedoucích a řídicích pracovníků a pracovníků ústřední státní správy a místní správy, jakož i pracovníků justičních orgánů, zejména soudů a prokuratur.

Kromě takových vzdělávacích programů se obě strany dohodly na:

- další spolupráci při přípravě ústavních, zákonných a prováděcích předpisů
- vytýčení témat spolupráce v oblasti organizace soudnictví
- podniknutí kroků k vypracování studijního programu a prozkoumání možnosti vytvoření odborných ústavů pro výchovu a vzdělávání pracovníků státní správy

Článek 6

Při uplatňování všech programů obě strany dávají přednost vždy, kdy to bude možné, užití francouzského jazyka, zejména odborného.

S tímto cílem francouzská strana dá k dispozici československé straně vhodnou formou a v rámci svých možností pomůcky pro výuku francouzského odborného jazyka.

ČÁST II. - REALIZAČNÍ PODMÍNKY

Článek 7

Ke zpracování ročního programu činnosti, jeho provádění a hodnocení uskutečněných akcí bude vytvořena Pracovní skupina.

Pracovní skupina vypracovává hodnocení své činnosti pro každé zasedání Stálého francouzsko-československého výboru. Pracovní skupina vypracovává projekty a přijímá rozhodnutí v rámci záměrů, určených Stálým výborem.

Pracovní skupina se schází nejméně dvakrát ročně z iniciativy jedné nebo druhé strany střídavě ve Francii a v Československu. První schůzka této Pracovní skupiny se bude konat po podpisu této Dohody.

Článek 8

Každá smluvní strana písemně oznámí diplomatickou cestou druhé straně splnění náležitostí požadovaných vnitrostátním zákonodárstvím k uskutečňování ročního programu činnosti.

Článek 9

Úhrada nákladů vyplývajících z této Dohody se provádí v rámci rozpočtových možností každé strany.

Při poskytování školení v oblasti řízení se obě strany dohodly usilovat o doplňkové příspěvky ve vhodné formě zejména od podniků, pro něž je určeno, a od zainteresovaných odvětví.

Článek 10

Tato Dohoda vstupuje v platnost dnem jejího podpisu a je uzavřena na pětileté období, které se bude automaticky prodlužovat.

Každá smluvní strana ji bude moci vypovědět v šestiměsíční výpovědní lhůtě, jež bude písemně oznámena diplomatickou cestou.

Dáno v Praze, dne 13 září 1990, ve dvou původních vyhotoveních, každé v jazyce francouzském a českém, přičemž obě znění mají stejnou platnost.

Za vládu
Francouzské republiky:

[Signed — Signé]¹

Za vládu
České a Slovenské
Federativní Republiky:

[Signed — Signé]²

¹ Signed by Thierry de Beaucé — Signé par Thierry de Beaucé.

² Signed by Jiří Dienstbier — Signé par Jiří Dienstbier.

[TRANSLATION — TRADUCTION]

AGREEMENT¹ BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE CZECH AND SLOVAK FEDERATIVE REPUBLIC ON COOPERATION IN THE FIELD OF EDUCATION

The Government of the French Republic and the Government of the Czech and Slovak Federative Republic, hereinafter referred to as the “Parties”,

Referring to the Agreement on scientific and technical cooperation, concluded between the two Governments on 29 June 1965,² and the Cultural Agreement of 26 October 1967,³

Desiring to implement the provisions of the Final Act of the Conference on Security and Cooperation in Europe,⁴

Seeking to deepen further cooperation between the two countries,

Have agreed as follows:

PART I. AREAS OF COOPERATION

Article 1

The two Parties have decided to broaden cooperation in the field of training and education with a view to contributing to the reforms that have been undertaken by the Czechoslovak Party in its transition to a market economy and the definition of a new role for government authorities.

Such cooperation is being carried out by both public and private institutions and bodies in the two countries.

Article 2

With a view to achieving the objective stated in article 1, the two Parties intend:

- To develop a permanent exchange of information and experience relating to training and education in the two countries and to the policies pursued in this area by government authorities and by enterprises;
- To encourage direct contacts and agreements between managers and staff in the same professional branches;
- To begin cooperation with a view to elaborating educational policy and methodology, in particular through the joint development of visual aids and teaching methods.

¹ Came into force on 13 September 1990 by signature, in accordance with article 10.

² United Nations, *Treaty Series*, vol. 747, p. 305.

³ *Ibid.* vol. 815, p. 45.

⁴ *International Legal Materials*, vol. 14 (1975), p. 1292 (American Society of International Law).

Article 3

The joint programmes developed under this Agreement shall concern, in particular:

- The training and education of students at universities, institutes, technical schools and other educational institutions;
- Continuing education, retraining and advanced training of teachers and managerial personnel, directors and managers of enterprises, directors of civil service and local administrative bodies, as well as managers of employees' and employers' organizations and associations.

Article 4

In the economic field, the general and specialized education that can be carried out shall concern, *inter alia*, the following areas:

- Management of enterprises and branches;
- Foreign trade and international economic relations;
- Financial management and banking;
- Human resources management;
- Restructuring of industry;
- Social, legal and technological aspects of economic development.

In these fields, the two Parties shall endeavour, in particular, to develop programmes that will serve as an example for the establishment of new relations among the countries of the European continent.

Article 5

In the fields of public administration and law, general and specialized education shall be made available to directors, managers and employees of the central State and local administration, as well as employees of judicial bodies, in particular courts of law and prosecutor's offices.

In addition to such educational programmes, the two Parties have agreed:

- To continue to cooperate in the preparation of constitutional, legislative and regulatory texts;
- To define themes for cooperation in the field of jurisdictional organization;
- To take measures to elaborate a study programme and consider the possibility of establishing specialized institutes for the training and education of civil servants.

Article 6

In the implementation of all programmes, the two Parties shall give preference, whenever possible, to the use of the French language, in particular the language of business and the professions.

To this end, the French side shall make available to the Czechoslovak side, in an appropriate form and in so far as its means permit, materials for teaching French specialized terminology.

PART II. CONDITIONS FOR IMPLEMENTATION

Article 7

A working group shall be established to draw up an annual programme of activities and to follow up and evaluate activities that have been carried out.

The Working Group shall prepare a report on its activities for each session of the Franco-Czechoslovak Standing Committee. The Working Group shall prepare projects and take decisions in accordance with the guidelines established by the Standing Committee.

The Working Group shall meet at least twice a year at the initiative of either Party, alternately in France and Czechoslovakia. The first meeting of the Working Group shall be held after the signing of this Agreement.

Article 8

Each Contracting Party shall notify the other Party in writing through the diplomatic channel of the completion of the procedures required by its domestic legislation for the implementation of the annual programme of activities.

Article 9

The costs arising from this Agreement shall be met, to the extent possible, from the budgets of each Party.

For the provision of management training, the two Parties have agreed to seek additional contributions, in an appropriate form, in particular from the enterprises for which such training is established, and from interested professional branches.

Article 10

This Agreement shall enter into force on the day of its signature and shall be concluded for a five-year period, which shall be extended automatically.

Either Contracting Party may denounce this Agreement by giving six months' notice in writing through the diplomatic channel.

DONE at Prague on 13 September 1990, in duplicate, each in the French and Czech languages, both texts being equally authentic.

For the Government
of the French Republic:

[THIERRY DE BEAUCÉ]

For the Government
of the Czech and Slovak
Federative Republic:

[JIŘÍ DIENSTBIER]

ANNEX A

*Ratifications, accessions, subsequent agreements, etc.,
concerning treaties and international agreements
registered
with the Secretariat of the United Nations*

ANNEXE A

*Ratifications, adhésions, accords ultérieurs, etc.,
concernant des traités et accords internationaux
enregistrés
au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies*

ANNEX A

ANNEXE A

No. 8359. CONVENTION ON THE SETTLEMENT OF INVESTMENT DISPUTES BETWEEN STATES AND NATIONALS OF OTHER STATES. OPENED FOR SIGNATURE AT WASHINGTON ON 18 MARCH 1965¹

N° 8359. CONVENTION POUR LE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS RELATIFS AUX INVESTISSEMENTS ENTRE ÉTATS ET RESSORTISSANTS D'AUTRES ÉTATS. OUVERTE À LA SIGNATURE À WASHINGTON LE 18 MARS 1965¹

RATIFICATIONS

Instruments deposited with the International Bank for Reconstruction and Development on:

24 May 1991

GRENADA

(With effect from 23 June 1991.)

14 June 1991

MONGOLIA

(With effect from 14 July 1991.)

Certified statements were registered by the International Bank for Reconstruction and Development on 29 July 1991.

RATIFICATIONS

Instruments déposés auprès de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement le :

24 mai 1991

GRENADE

(Avec effet au 23 juin 1991.)

14 juin 1991

MONGOLIE

(Avec effet au 14 juillet 1991.)

Les déclarations certifiées ont été enregistrées par la Banque internationale pour la reconstruction et le développement le 29 juillet 1991.

¹ United Nations, *Treaty Series*, vol. 575, p. 159; for subsequent actions, see references in Cumulative Indexes Nos. 8 to 14, 16 and 18, as well as annex A in volumes 1119, 1120, 1150, 1175, 1225, 1253, 1302, 1343, 1354, 1363, 1365, 1458 and 1639.

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 575, p. 159; pour les faits ultérieurs, voir les références données dans les Index cumulatifs nos 8 à 14, 16 et 18, ainsi que l'annexe A des volumes 1119, 1120, 1150, 1175, 1225, 1253, 1302, 1343, 1354, 1363, 1365, 1458 et 1639.

N° 17932. ACCORD D'ASSISTANCE MUTUELLE ENTRE LA FRANCE ET LE CANADA VISANT LA PRÉVENTION, LA RECHERCHE ET LA RÉPRESSION DES FRAUDES DOUANIÈRES PAR LES ADMINISTRATIONS DOUANIÈRES DES DEUX PAYS. SIGNÉ À PARIS LE 9 JANVIER 1979¹

AVENANT² À L'ACCORD SUSMENTIONNÉ. SIGNÉ À OTTAWA LE 6 NOVEMBRE 1990

Textes authentiques : français et anglais.

Enregistré par la France le 31 juillet 1991.

Le Gouvernement de la République française,

et

Le Gouvernement du Canada,

**Soucieux d'étendre la coopération entre leurs
administrations douanières,**

Sont convenus des dispositions suivantes:

Article 1

**L'article 4 paragraphe 1 de l'Accord d'assistance
mutuelle entre la France et le Canada visant la prévention,
la recherche et la répression des fraudes douanières du 9
janvier 1979² est abrogé et remplacé par les dispositions
suivantes:**

Article 4

**1. Les administrations douanières des deux États se
communiquent:**

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1142, p. 213.

² Entré en vigueur le 1^{er} janvier 1991, soit le premier jour du deuxième mois ayant suivi la date de la signature, conformément à l'article 2.

a. Spontanément et sans délai, tous les renseignements dont elles disposent concernant:

- les opérations irrégulières constatées ou projetées et présentant ou paraissant présenter un caractère de fraude à l'égard des lois douanières de l'autre État;

- les nouveaux moyens ou les nouvelles méthodes de fraude douanière;

- les catégories de marchandises reconnues comme faisant l'objet d'un trafic frauduleux d'importation, d'exportation ou de transit;

- les individus, véhicules, embarcations, aéronefs ou autres moyens de transport au sujet desquels il y a des raisons de penser qu'ils sont impliqués ou peuvent être impliqués dans des fraudes douanières;

b. Sur demande écrite et aussi rapidement que possible:

- tous renseignements qui, pouvant être tirés des déclarations et autres documents de douane en leur possession, concernent des échanges de marchandises intéressant l'un ou l'autre État et au sujet desquels l'État requérant a des raisons de penser qu'il existe des fraudes douanières;

- ainsi que les copies dûment certifiées ou authentifiées desdits documents.

Article 2

Le présent Avenant entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant la date de sa signature.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont signé le présent Avenant.

FAIT à *Ottawa* le *6 novembre* 1990,
en double exemplaire, en langues française et anglaise, les deux versions faisant également foi.

Pour le Gouvernement
de la République française :
[Signé]¹

Pour le Gouvernement
du Canada :
[Signé]²

¹ Signé par Dominique Renaux.

² Signé par Ruth Hubbard.

No. 17932. AGREEMENT ON MUTUAL ASSISTANCE BETWEEN FRANCE AND CANADA FOR THE PREVENTION, INVESTIGATION AND SUPPRESSION, BY THE CUSTOMS ADMINISTRATIONS OF BOTH COUNTRIES, OF CUSTOMS OFFENCES. SIGNED AT PARIS ON 9 JANUARY 1979¹

PROTOCOL² TO THE ABOVE-MENTIONED AGREEMENT. SIGNED AT OTTAWA ON 6 NOVEMBER 1990

Authentic texts: French and English.

Registered by France on 31 July 1991.

The Government of the Republic of France,

and

The Government of Canada,

Wishing to broaden the cooperation between their

Customs Administrations,

Do agree to the following provisions:

Article 1

Paragraph 1 of Article 4 of the Agreement on Mutual Assistance between France and Canada for the Prevention, Investigation and Suppression, by the Customs Administrations of both Countries, of Customs Offences, dated January 9, 1979,² is repealed and replaced by the following:

¹ United Nations, *Treaty Series*, vol. 1142, p. 213.

² Came into force on 1 January 1991, i.e., the first day of the second month following the date of the signature, in accordance with article 2.

Article 4

1. The Customs Administrations of the two States shall communicate to each other:

a. Spontaneously and without delay, any available information regarding:

- irregular operations proven or planned, and being, or suspected of being, contrary to the Customs laws of the other State;

- new means or methods of committing Customs offences;

- categories of goods known to be subject of illicit importation, exportation, or transit;

- persons, vehicles, ships, aircraft or other means of transport which there is reason to believe are involved or may be involved in Customs offences;

b. on written request and as promptly as possible:

- any information that can be extracted from Customs declarations and other documents in their possession relating to exchange of goods involving either of the two States, and as to which the requesting State has reason to believe Customs offences exist;

- and duly certified or legalized copies of the said documents.

Article 2

This Protocol enters into force on the first day of the second month following the date of signature.

IN WITNESS WHEREOF, the undersigned, duly authorized by their respective Governments, have signed this Protocol.

DONE at *Ottawa* on *November 6,* 1990,
in duplicate, in the English and French languages, both texts being equally authentic.

For the Government
of the Republic of France:
[Signed]¹

For the Government
of Canada:
[Signed]²

¹ Signed by Dominique Renaux.

² Signed by Ruth Hubbard.

No. 24841. CONVENTION AGAINST TORTURE AND OTHER CRUEL, INHUMAN OR DEGRADING TREATMENT OR PUNISHMENT. ADOPTED BY THE GENERAL ASSEMBLY OF THE UNITED NATIONS ON 10 DECEMBER 1984¹

N° 24841. CONVENTION CONTRE LA TORTURE ET AUTRES PEINES OU TRAITEMENTS CRUELS, INHUMAINS OU DÉGRADANTS. ADOPTÉE PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES LE 10 DÉCEMBRE 1984¹

RATIFICATION

Instrument deposited on:

29 July 1991

VENEZUELA

(With effect from 28 August 1991.)

Registered ex officio on 29 July 1991.

RATIFICATION

Instrument déposé le :

29 juillet 1991

VENEZUELA

(Avec effet au 28 août 1991.)

Enregistré d'office le 29 juillet 1991.

¹ United Nations, *Treaty Series*, vol. 1465, No. I-24841, and annex A in volumes 1477, 1480, 1481, 1482, 1484, 1486, 1487, 1499, 1505, 1508, 1509, 1510, 1511, 1512, 1514, 1515, 1520, 1522, 1523, 1525, 1527, 1530, 1541, 1543, 1545, 1546, 1547, 1548, 1551, 1554, 1557, 1560, 1566, 1577, 1578, 1579, 1582, 1588, 1606, 1607 and 1642.

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1465, n° I-24841, et annexe A des volumes 1477, 1480, 1481, 1482, 1484, 1486, 1487, 1499, 1505, 1508, 1509, 1510, 1511, 1512, 1514, 1515, 1520, 1522, 1523, 1525, 1527, 1530, 1541, 1543, 1545, 1546, 1547, 1548, 1551, 1554, 1557, 1560, 1566, 1577, 1578, 1579, 1582, 1588, 1606, 1607 et 1642.

No. 24847. AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF SENEGAL AND THE UNITED NATIONS DEVELOPMENT PROGRAMME CONCERNING ASSISTANCE BY THE UNITED NATIONS DEVELOPMENT PROGRAMME TO THE GOVERNMENT OF SENEGAL. SIGNED AT DAKAR ON 4 JULY 1987¹

N° 24847. ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL ET LE PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT RELATIF À UNE ASSISTANCE DU PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT AU GOUVERNEMENT DU SÉNÉGAL. SIGNÉ À DAKAR LE 4 JUILLET 1987¹

DEFINITIVE ENTRY INTO FORCE

The above-mentioned Agreement came into force definitively on 31 July 1991, the date of receipt by the United Nations Development Programme of the notification of ratification by the Government of Senegal, in accordance with article XIII (1).

Registered ex officio on 31 July 1991.

ENTRÉE EN VIGUEUR DÉFINITIVE

L'Accord susmentionné est entrée en vigueur à titre définitif le 31 juillet 1991, date de réception par le Programme des Nations Unies pour le développement de la notification de ratification du Gouvernement sénégalais, conformément au paragraphe 1 de l'article XIII.

Enregistré d'office le 31 juillet 1991.

¹ United Nations, *Treaty Series*, vol. 1466, No. I-24847.

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1466, n° I-24847.

N° 25672. ÉCHANGE DE LETTRES CONSTITUANT UN ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE RELATIF AU PROGRAMME DE COOPÉRATION ET D'ÉCHANGES SCIENTIFIQUES PROCOPE. PARIS, 28 FÉVRIER 1986¹

ECHANGE DE LETTRES CONSTITUANT UN ACCORD² RELATIF À L'ACCORD SUSMENTIONNÉ (AVEC MÉMORANDUM DU 28 FÉVRIER 1986). BONN, 4 OCTOBRE 1990 ET PARIS, 23 NOVEMBRE 1990

Textes authentiques : allemand et français.

Enregistré par la France le 31 juillet 1991.

I

[GERMAN TEXT — TEXTE ALLEMAND]

AUSWÄRTIGES AMT
DER LEITER DER KULTURABTEILUNG
DR BARTHOLD C. WITTE
BOTSCHAFTER

Bonn, 04.10.1990

613-625.45/00 FRA

Herr Generaldirektor,

ich beehre mich, Ihnen im Namen der Regierung der Bundesrepublik Deutschland und unter Bezugnahme auf die Vereinbarung vom 28. Februar 1986 zwischen der Regierung der Bundesrepublik Deutschland und der Regierung der Französischen Republik über die Durchführung eines umfassenden Programms zur Zusammenarbeit und zum wissenschaftlichen Austausch unter der Bezeichnung "PROCOPE" sowie unter Bezugnahme auf das vereinbarte Memorandum den Abschluß einer Vereinbarung über die Weiterführung des Programms "PROCOPE" vorzuschlagen, die folgenden Wortlaut haben soll:

1. Die Regierung der Bundesrepublik Deutschland und die Regierung der Französischen Republik stimmen darin überein, daß die 1989 erfolgte Evaluation des am 28. Februar 1986 vereinbarten Programms "PROCOPE" eine Weiterführung und Verstärkung des Programms rechtfertigt.

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1494, p. 103.

² Entré en vigueur le 23 novembre 1990 par l'échange desdites lettres.

2. Beide Regierungen kommen Überein, das Programm "PROCOPE" zur Zusammenarbeit und zum wissenschaftlichen Austausch mit folgenden Modifikationen weiterzuführen:
 - Träger auf französischer Seite ist das Ministerium der Auswärtigen Beziehungen; die Finanzierung wird hauptsächlich von diesem und daneben vor allem vom Erziehungs- und Forschungsministerium sowie von ihnen abhängigen Einrichtungen gesichert. Träger auf deutscher Seite ist weiterhin der Deutsche Akademische Austauschdienst (DAAD), der für die Hochschulkooperation vom Auswärtigen Amt und für die Zusammenarbeit außeruniversitärer Forschungseinrichtungen vom Bundesministerium für Forschung und Technologie der Bundesrepublik Deutschland Mittel erhält.
 - Der jährliche Mitteleinsatz der deutschen und der französischen Regierung für "PROCOPE" im Hochschul- und außeruniversitären Bereich soll im Rahmen der bestehenden Gesetzgebung in beiden Ländern in etwa gleiche Höhe haben. Über die Fortschreibung des Mittelbedarfs werden beide Seiten insbesondere in der deutsch-französischen Expertenkommission für das Hochschulwesen beraten.
3. Nummer 1 Absatz 3 Satz 2 des Memorandums zu PROCOPE wird wie folgt geändert:
 - Die Projektmittel sollen für die Gesamtlaufzeit der Projekte (höchstens 3 Jahre) beantragt werden.
4. Das Programm "PROCOPE" wird auch auf deutscher Seite auf außeruniversitäre Forschungseinrichtungen ausgedehnt. Nummer 1, Absatz 5 des Memorandums zu PROCOPE wird daher wie folgt geändert:
 - Das Programm richtet sich sowohl auf deutscher als auch auf französischer Seite an Einrichtungen im Hochschulbereich und im außeruniversitären Bereich (auf beiden Seiten staatliche Forschungseinrichtungen; auf deutscher Seite Großforschungseinrichtungen, Institute der Max-Planck-Gesellschaft, der Fraunhofer-Gesellschaft und der Blauen Liste u.ä.). Für beide Bereiche wird nach

erfolgter nationaler Vorauswahl einmal pro Jahr eine gemeinsame Auswahl Sitzung abwechselnd in der Bundesrepublik Deutschland beziehungsweise in Frankreich abgehalten werden, zu der auch Vertreter der geldgebenden Ministerien und Institutionen geladen werden.

5. Beide Regierungen führen in Ergänzung zum Programm "PROCOPE" in den kommenden Jahren auch ein Individualstipendien-Programm durch.

Falls sich die Regierung der Französischen Republik mit den unter den Nummern 1 bis 5 gemachten Vorschlägen einverstanden erklärt, werden diese Note und die das Einverständnis Ihrer Regierung zum Ausdruck bringende Antwortnote eine Vereinbarung zwischen unseren beiden Regierungen bilden, die mit dem Datum Ihrer Antwortnote in Kraft tritt.

Genehmigen Sie, Herr Generaldirektor, die Versicherung meiner ausgezeichneten Hochachtung

[Signé — Signed]¹

Monsieur Claude Harel
Directeur Général de la Direction Générale
des Relations Culturelles, Scientifiques et Techniques
Ministère des Affaires Etrangères
Paris

¹ Signé par Barthold C. Witte — Signed by Barthold C. Witte.

AUSWÄRTIGES AMT

Bonn, 28.02.1986

613-625.45/00 FRA

MEMORANDUM ZU PROCOPE, ABGESCHLOSSEN ZWISCHEN DEM AUSWÄRTIGEN AMT DER BUNDESREPUBLIK DEUTSCHLAND UND DEM AUßEN-MINISTERIUM DER REPUBLIK FRANKREICH

1. Grundzüge des Programms

Das französische Außenministerium (Ministère des Relations - Extérieures, MRE) und der Deutsche Akademische Austauschdienst (DAAD) sind übereingekommen, mit Beginn des akademischen Jahres 1985/86 ein gemeinsames Programm zur Intensivierung der wissenschaftlichen Zusammenarbeit durch Förderung des projektbezogenen Austauschs von Personen aufzunehmen (Kurzform: PROCOPE). Ziel ist es, die Kooperation zwischen deutschen und französischen Wissenschaftlern oder Forschergruppen mit gemeinsamen Zielsetzungen zu fördern.

Die PROCOPE-Projekte sollen nachweislich von größerem Umfang sowie qualitativ hervorragend sein. Fachliche Einschränkungen bestehen nicht.

Im Gegensatz zu den in den traditionellen Förderungsmaßnahmen üblichen Individualbewerbungen soll bei PROCOPE Personalförderung im Rahmen eines bestimmten Vorhabens der wissenschaftlichen Zusammenarbeit erfolgen. Die Bewerbungen sollen für ein Finanzjahr gebündelt beantragt und bewilligt werden. Der Gesamtförderungszeitraum eines Projekts sollte im Regelfall 3 Jahre nicht überschreiten.

Reine Ausbildungsvorhaben gehören nicht in den Rahmen von PROCOPE. Dagegen wird von beiden Seiten der Fortbildung durch Forschung und der Spezialisierung des wissenschaftlichen Nachwuchses im Rahmen der Kooperation starkes Gewicht beigemessen, vorausgesetzt, daß diese Fortbildung im Rahmen eines gemeinsamen Projekts erfolgt. Dementsprechend können Bewerbungen um Stipendien vorgelegt werden.

Das Programm richtet sich auf deutscher Seite an Einrichtungen im Hochschulbereich. Auf französischer Seite kann sich das Programm

neben Einrichtungen des Hochschulbereichs auch an staatliche Forschungseinrichtungen richten. Die Finanzierung der Entsendung von Forschern in deutsche außeruniversitäre Forschungseinrichtungen durch die französische Seite vollzieht sich nach anderen Bestimmungen.

2. Förderungsbedingungen

Antragsvoraussetzung ist ein konkretes wissenschaftliches Forschungsvorhaben, an dem Wissenschaftler aus beiden Ländern gemeinsam arbeiten. Die Grundfinanzierung des Projekts (Personal- und Sachkosten auf beiden Seiten) muß gesichert sein. Projektbezogene Nebenkosten (z.B. Rechenzeiten, Materialaufwendungen, Dokumentation, Vervielfältigungs- und Druckkosten u.ä.) können nicht übernommen werden, auch nicht Kosten für die Grundausstattung von Arbeitsplätzen, Beschaffung von Geräten usw. Die Finanzierung wird in der Regel nur bei spezifischen personenbezogenen Mehrkosten, soweit sie sich durch den Austausch beteiligter Wissenschaftler, Graduiertes und Forscher ergeben, decken.

3. Leistungen

Es ist vorgesehen, daß jede Seite für die Teilnehmer ihres Landes nach ihren allgemeinen Bedingungen Reisen zu und Aufenthalte an der Partnereinrichtung fördert. Leistungen der Gasteinrichtung (z.B. Unterbringung) werden angerechnet.

Neben den Reise- und Aufenthaltskosten für den Austausch im Rahmen des Projekts können im Einzelfall noch die folgenden Kosten ganz oder teilweise getragen werden:

- eine Vorbereitungsreise für einen Forscher
- Intensiv-Sprachkurs im Gastland von bis zu vier Wochen Dauer bei längerfristigem bzw. mehrfach vorgesehenem Austausch. Die Notwendigkeit des Sprachkurses für die Projektdurchführung muß nachgewiesen werden
- Kolloquien, Kompaktseminare u.ä. mit kurzfristigen Aufenthalten an der Partnereinrichtung.

4. Informationen und Antragsverfahren

Jede Seite macht das Programm in ihrem Land bekannt. Ein gemischter wissenschaftlicher Fachausschuß, über dessen Zusammensetzung sich beide Seiten verständigen werden, prüft und klassifiziert die Projekte.

Beide Seiten treffen ihre Entscheidungen auf dieser Grundlage.

[TRADUCTION — TRANSLATION]

Bonn, le 4 octobre 1990

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DIRECTEUR DES AFFAIRES CULTURELLES
BARTHOLD C. WITTE
AMBASSADEUR

Monsieur le Directeur,

[*Voir lettre II*]

Veillez agréer, etc.

[BARTHOLD C. WITTE]

Monsieur Claude Harel
Directeur Général de la Direction Générale
des Relations Culturelles, Scientifiques et Techniques
Ministère des Affaires Étrangères
Paris

[*Mémoire comme sous la lettre II*]

II

Paris, le 23 novembre 1990

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES RELATIONS CULTURELLES
SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES

N° 418/DG/EU

Monsieur le Directeur,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 4 octobre 1990 ainsi libellée:

"J'ai l'honneur de vous proposer, au nom du Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et en référence à l'accord du 28 février 1986¹ entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne sur la réalisation d'un vaste programme de coopération et d'échanges scientifiques sous la dénomination "PROCOPE", et en référence au mémorandum du 28 février 1986 figurant en annexe à la présente lettre dont il est partie intégrante, la conclusion d'un accord relatif à la poursuite du programme "PROCOPE" dont la teneur serait la suivante:

1. Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne conviennent d'un commun accord que l'évaluation faite en 1989 du programme "PROCOPE" convenu le 28 février 1986, justifie une poursuite et un renforcement du programme.

2. Les deux Gouvernements conviennent de poursuivre le programme "PROCOPE" de coopération et d'échanges scientifiques, avec les modifications ci-après:

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1494, p. 103.

- pour la partie française, l'organisme responsable est le Ministère des Affaires étrangères; le financement du programme est assuré à titre principal par le Ministère des Affaires étrangères; les autres contributions proviennent notamment du Ministère de l'Education nationale, de la Jeunesse et des Sports et du Ministère de la Recherche et de la Technologie ainsi que des organismes placés sous leur tutelle. Pour la partie allemande l'organisme responsable continue d'être l'office allemand d'échanges universitaires (DAAD) qui reçoit les fonds du Ministère allemand des Affaires étrangères pour la coopération universitaire, et du Ministère fédéral de la Recherche et de la Technologie de la République fédérale d'Allemagne pour la coopération des instituts extra-universitaires de recherche.

- L'engagement annuel de fonds de la part des Gouvernements français et allemand pour "PROCOPE" dans le domaine universitaire et extra-universitaire doit être sensiblement équivalent dans les deux pays, dans le cadre de la législation en vigueur. La réévaluation des besoins budgétaires sera discutée par les deux parties, notamment par la Commission franco-allemande des experts chargés de l'enseignement supérieur.

3. Le n° 1, paragraphe 3, phrase 2 du mémorandum relatif à "PROCOPE" est modifié comme suit:

- Les fonds destinés à chaque projet doivent être demandés pour toute la durée des projets (3 ans maximum).

4- Pour la partie allemande également, le programme "PROCOPE" est étendu aux instituts extra-universitaires de recherche. Le n° 1, paragraphe 5 du mémorandum relatif à PROCOPE est en conséquence modifié comme suit:

- Tant pour la partie française que pour la partie allemande, le programme vise des institutions dans les domaines universitaire et extra-universitaire (pour les deux parties les instituts publics de recherche; pour la partie allemande, les grands

instituts de recherche, les instituts de la Société Max-Planck, de la Société Fraunhofer et de la Liste Bleue entre autres). Pour les deux secteurs, après un choix préliminaire au niveau national, une séance commune de sélection à laquelle seront invités également des représentants des Ministères et organismes bailleurs de fonds aura lieu une fois par an alternativement en France et en République fédérale d'Allemagne.

5- En complément au programme "PROCOPE" les deux Gouvernements réaliseront dans les prochaines années également un programme de bourses individuelles.

Si le Gouvernement de la République française déclare approuver les propositions du Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, la présente lettre et la lettre adressée en réponse par le Ministère des Affaires étrangères de la République française pour exprimer l'approbation du Gouvernement de la République française constitueront un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, qui entre en vigueur ce jour.

J'ai l'honneur de vous faire savoir que mon Gouvernement donne son assentiment aux propositions figurant dans votre lettre. Votre lettre ainsi que la présente réponse constituent donc un accord entre nos deux Gouvernements qui entrera en vigueur à la date de leur signature.

Permettez-moi, Monsieur le Directeur, de vous exprimer l'assurance de ma haute considération.

[Signé]

CLAUDE HAREL

Dr Barthold C. Witte
Directeur des Affaires culturelles
Ministère des Affaires étrangères
de la République fédérale d'Allemagne
Bonn

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

28 février 1986

613-625.45/00 FRA

MÉ MORANDUM SUR PROCOPE CONCLU ENTRE LE MINISTÈRE DES RELATIONS EXTÉRIEURES FRANÇAIS ET LE MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE

1. Présentation du programme

Le Ministère des Relations extérieures français et l'Office Allemand des Echanges Universitaires (Deutscher Akademischer Austauschdienst/DAAD) ont convenu de lancer au début de l'année universitaire 1985/86 un programme commun d'intensification de la coopération scientifique par l'encouragement des échanges de personnes liés à un projet (sigle : PROCOPE). Ce programme vise à encourager la coopération entre scientifiques ou équipes de chercheurs français et allemands sur des objectifs conjoints.

Les projets PROCOPE devront se justifier à la fois par leur ampleur et leur excellence. Ils pourront concerner toutes les disciplines scientifiques.

Contrairement aux mesures de subventions traditionnelles prenant habituellement en compte les candidatures individuelles, PROCOPE ne concernera que le financement de personnes s'intégrant dans le cadre d'un projet précis de coopération scientifique. Les candidatures devront être présentées et approuvées en bloc, chaque fois pour la durée d'une année budgétaire. En règle générale, la durée totale de financement d'un projet ne devrait pas dépasser trois ans.

PROCOPE ne s'adresse pas aux projets de formation proprement dite. En revanche, les deux partenaires accordent une importance particulière dans le cadre de cette coopération à l'aspect de formation complémentaire par la recherche et de spécialisation de la jeune génération scientifique, à condition que cette formation complémentaire soit assurée dans le cadre d'un projet

commun. En conséquence, des candidatures à des bourses d'études peuvent être proposées.

Du côté allemand, le programme s'adresse aux organismes relevant du domaine de l'enseignement supérieur. Du côté français, le programme peut s'adresser à des organismes relevant du domaine de l'enseignement supérieur ainsi qu'aux organismes publics de recherche. Le financement par la partie française de l'envoi de chercheurs dans les organismes de recherche extra-universitaires allemands s'effectuera selon d'autres modalités.

2. Conditions applicables au soutien des projets, mécanismes de subvention

La condition préliminaire à la présentation d'une demande est l'existence d'un projet concret de recherche scientifique sur lequel des scientifiques des deux pays travaillent en commun. Le financement de base du projet (rétribution du personnel et coût du matériel) doit être assuré des deux côtés. Les frais annexes liés au projet (temps d'utilisation des moyens de calcul, dépenses de matériel, documentation, coûts de reproduction et d'impression, etc.) ne peuvent être pris en charge, pas plus que les coûts relatifs à l'équipement de base de postes de travail, à l'achat d'appareils, etc. Le financement ne concernera en règle générale que les coûts supplémentaires de personnels spécifiques dans la mesure où ils résultent de l'échange des scientifiques, jeunes diplômés et chercheurs participant au projet.

3. Prestations offertes

Il est prévu que chacune des parties subventionne, pour ses participants et en vertu des conditions générales qu'elle a fixées, les voyages à destination de l'organisme partenaire et les séjours dans ledit institut. Les prestations de l'organisme d'accueil (par exemple en matière de logement) seront prises en compte.

Outre les frais de voyage et de séjour liés à l'échange dans le cadre du projet, les coûts suivants peuvent, dans certains cas d'espèce, être supportés en partie ou en totalité :

- voyages préparatoires d'un chercheur ;
- cours de langue intensifs dans le pays d'accueil, d'une durée de quatre semaines au maximum, dans le cas des échanges de longue durée ou des échanges répétés. La nécessité d'un tel cours de langue pour le bon déroulement du projet doit être clairement établie ;
- colloques, séminaires, etc., comprenant des séjours de courte durée dans l'organisme partenaire.

4. Information et présentation des demandes

Chacune des parties assurera la publicité du programme dans son propre pays. Un Comité scientifique mixte, sur la composition duquel les deux parties s'accorderont, examinera et classera les projets. Les deux parties prendront leurs décisions sur cette base.

[TRANSLATION — TRADUCTION]

No. 25672. EXCHANGE OF LETTERS CONSTITUTING AN AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE FEDERAL REPUBLIC OF GERMANY CONCERNING THE PROCOPE PROGRAMME OF CO-OPERATION AND SCIENTIFIC EXCHANGES. PARIS, 28 FEBRUARY 1986¹

EXCHANGE OF LETTERS CONSTITUTING AN AGREEMENT² RELATING TO THE ABOVE-MENTIONED AGREEMENT (WITH MEMORANDUM OF 28 FEBRUARY 1986). BONN, 4 OCTOBER 1990 AND PARIS, 23 NOVEMBER 1990

Authentic texts: German and French.

Registered by France on 31 July 1991.

I

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS
DIRECTOR OF CULTURAL AFFAIRS
DR BARTHOLD C. WITTE
AMBASSADOR

Bonn, 4 October 1990

613-625.45/00 FRA

Sir,

I have the honour to propose, on behalf of the Government of the Federal Republic of Germany, with reference to the Agreement of 28 February 1986 between the Government of the Federal Republic of Germany and the Government of the French Republic concerning the implementation of an extensive programme of cooperation and scientific exchanges to be known as "PROCOPE", and to the memorandum on 28 February 1986 annexed to this letter and forming an integral part hereof, the conclusion of an agreement to continue the PROCOPE programme, which would read as follows:

1. The Government of the Federal Republic of Germany and the Government of the French Republic concur that the 1989 assessment of the PROCOPE programme agreed on on 28 February 1986 justifies a continuation and strengthening of the programme.

2. The two Governments agree to continue the PROCOPE programme of cooperation and scientific exchanges with the following changes:

— On the French side, the lead agency shall be the Ministry of Foreign Affairs; financing shall be provided mainly by the Ministry of Foreign Affairs; other contributions shall be provided in particular by the Ministry of State for National Education, Youth and Sports and the Ministry of Research and Technology and institutions reporting to them. On the German side, the lead agency shall continue to be the German Academic Exchange Service (DAAD), which receives funds from the Ministry of Foreign Affairs for cooperation between universities, and from the Federal Ministry for Research and Technology for cooperation between non-academic research institutes.

— The financial resources allocated to the programme each year by the German and French Governments for both the academic and the non-academic sectors shall, within the framework of the existing legislation in their countries, be approximately equivalent.

¹ United Nations, *Treaty Series*, vol. 1494, p. 103.

² Came into force on 23 November 1990 by the exchange of the said letters.

The budgetary needs shall be reassessed by the two parties, especially by the German-French Commission of Higher Education Experts.

3. Section 1, paragraph 3, second sentence, of the memorandum concerning PROCOPE shall be amended as follows:

“The funds allocated to each project shall be requested for the entire period of the project (three years maximum).”

4. On the German side also, the PROCOPE programme shall be extended to non-academic research institutes. Accordingly, section 1, paragraph 5, of the memorandum concerning PROCOPE shall be amended as follows:

“On both the German and the French sides, the programme shall apply to institutions in the academic and non-academic sectors (on both sides, public research institutes; on the German side, major research institutes, such as the institutes of the Max Planck Society for the Advancement of Science, the Fraunhofer Society, the Blue List, etc.). For both sectors, following a preliminary selection at the national level, a joint selection session, to which representatives of the donor ministries and organizations shall also be invited, shall be held once each year, alternately in the Federal Republic of Germany and in France.”

5. In the coming years, the two Governments shall supplement the PROCOPE programme with a programme of individual fellowships.

If the Government of the French Republic declares its agreement to the proposals contained in paragraphs 1 to 5 above, this note and the reply from your Government expressing agreement thereto shall constitute an agreement between our two Governments, which shall enter into force on the date of your reply.

Accept, Sir, etc.

[Dr BARTHOLD C. WITTE]

Mr. Claude Harel
Director-General of Cultural, Scientific
and Technical Affairs
Ministry of Foreign Affairs
Paris

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS

Bonn, 28 February 1986

613-625.45/00 FRA

MEMORANDUM CONCERNING THE PROCOPE PROGRAMME CONCLUDED BY
THE MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS OF THE FEDERAL REPUBLIC OF
GERMANY AND THE MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS OF THE FRENCH
REPUBLIC1. *Programme outline*

The French Ministry of Foreign Affairs and the German Academic Exchange Service (DAAD) have agreed to embark, at the beginning of the 1985-1986 academic year, on a joint programme to intensify scientific cooperation by encouraging exchanges of individuals on a project basis (acronym: PROCOPE). This programme is intended to promote cooperation between German and French scientists or research teams with common objectives.

PROCOPE projects shall be demonstrably broad in scope and outstanding in quality. They may encompass all scientific disciplines.

Unlike traditional financial assistance measures which usually deal with individual candidacies, PROCOPE shall cover only financial assistance for individuals within the framework of a specific scientific cooperation project. Applications shall be submitted and approved in a block for one financial year at a time. In general, the total period of financial assistance for a project should not exceed three years.

PROCOPE shall not cover training programmes as such. However, the two sides attach special importance, as part of this cooperation, to the supplementary training, through research and specialization, of the younger generation of scientists, provided that such supplementary training takes place within the framework of a joint project. Accordingly, candidacies for fellowships may be proposed.

On the German side, the programme shall apply to institutions of higher education. On the French side, the programme may apply to institutions of higher education and public research institutes. Funding for researchers sent by the French side to German non-academic research institutes shall be subject to other modalities.

2. *Financial assistance terms*

The prerequisite for the submission of an application shall be the existence of a specific scientific research project on which scientists of the two countries are working jointly. The basic funding of the project (staff remuneration and supply costs on both sides) must be in place. Incidental project costs (e.g., computer use, supply costs, documentation, reproduction and printing costs, etc.) cannot be defrayed, nor can the costs relating to basic workstation equipment, purchase of instruments, etc.). Funding shall, as a rule, cover only specific supplementary staff costs, to the extent that they result from the exchange of scientists, graduates and researchers participating in the project.

3. *Benefits*

It is anticipated that each side shall, in accordance with its own general terms subsidize the cost of its participants' travel to and stay at the partner institution. Services provided by the host institution (e.g., accommodation) shall be taken into account.

In addition to the costs of travel and stay for exchanges within the framework of the project, the following costs may, in some specific cases, be borne in whole or in part:

— Preparatory travel by a researcher;

- Intensive language courses in the host country for a maximum period of four weeks, in the case of exchanges of long duration or the likelihood of repeated exchanges. The need for such a course in the interests of project execution must be clearly demonstrated;
- Symposia, seminars, etc., including short stays at the partner institution.

4. *Information and submission of applications*

Each side shall publicize the programme in its own country. A Joint Scientific Committee, on whose membership the two sides shall agree, shall review and classify the projects. The two sides shall take their decisions on this basis.

II

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS
DIRECTOR-GENERAL OF CULTURAL, SCIENTIFIC
AND TECHNICAL AFFAIRS

Paris, 23 November 1990

No. 418/DG/EU

Sir,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter of 4 October 1990, which reads as follows:

[See letter I]

I have the honour to inform you that my Government consents to the proposals contained in your letter. Accordingly, your letter and this reply shall constitute an agreement between our two Governments which shall enter into force on the date of their signature.

Accept, Sir, etc.

[Signed]

CLAUDE HAREL

Dr Barthold C. Witte
Director of Cultural Affairs
Ministry of Foreign Affairs
of the Federal Republic of Germany
Bonn

[Memorandum as under letter I]

No. 26164. VIENNA CONVENTION FOR THE PROTECTION OF THE OZONE LAYER. CONCLUDED AT VIENNA ON 22 MARCH 1985¹

N° 26164. CONVENTION DE VIENNE POUR LA PROTECTION DE LA COUCHE D'OZONE. CONCLUE À VIENNE LE 22 MARS 1985¹

No. 26369. MONTREAL PROTOCOL ON SUBSTANCES THAT DEplete THE OZONE LAYER. CONCLUDED AT MONTREAL ON 16 SEPTEMBER 1987²

N° 26369. PROTOCOLE DE MONTREAL RELATIF À DES SUBSTANCES QUI APPAUVRISSENT LA COUCHE D'OZONE. CONCLU À MONTRÉAL LE 16 SEPTEMBRE 1987²

ACCESSIONS

Instruments deposited on:

30 July 1991

COSTA RICA

(With effect from 28 October 1991.)

Registered ex officio on 30 July 1991.

ADHÉSIONS

Instruments déposés le :

30 juillet 1991

COSTA RICA

(Avec effet au 28 octobre 1991.)

Enregistré d'office le 30 juillet 1991.

¹ United Nations, *Treaty Series*, vol. 1513, No. I-26164, and annex A in volumes 1514, 1515, 1516, 1518, 1521, 1522, 1523, 1524, 1527, 1530, 1535, 1540, 1541, 1543, 1545, 1546, 1547, 1551, 1552, 1555, 1557, 1560, 1562, 1563, 1564, 1568, 1570, 1573, 1576, 1579, 1580, 1583, 1590, 1596, 1598 and 1642.

² *Ibid.*, vol. 1522, No. I-26369, and annex A in volumes 1522, 1523, 1525, 1527, 1530, 1535, 1540, 1541, 1543, 1546, 1547, 1548, 1551, 1552, 1555, 1557, 1562, 1564, 1568, 1570, 1573, 1576, 1578, 1579, 1580, 1583, 1590, 1596, 1598 and 1642.

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1513, n° I-26164, et annexe A des volumes 1514, 1515, 1516, 1518, 1521, 1522, 1523, 1524, 1527, 1530, 1535, 1540, 1541, 1543, 1545, 1546, 1547, 1551, 1552, 1555, 1557, 1560, 1562, 1563, 1564, 1568, 1570, 1573, 1576, 1579, 1580, 1583, 1590, 1596, 1598 et 1642.

² *Ibid.*, vol. 1522, n° I-26369, et annexe A des volumes 1522, 1523, 1525, 1527, 1530, 1535, 1540, 1541, 1543, 1546, 1547, 1548, 1551, 1552, 1555, 1557, 1562, 1564, 1568, 1570, 1573, 1576, 1578, 1579, 1580, 1583, 1590, 1596, 1598 et 1642.

INTERNATIONAL LABOUR ORGANISATION

No. 12658. CONVENTION (No. 132) CONCERNING ANNUAL HOLIDAYS WITH PAY (REVISED 1970). ADOPTED BY THE GENERAL CONFERENCE OF THE INTERNATIONAL LABOUR ORGANISATION AT ITS FIFTY-FOURTH SESSION, GENEVA, 24 JUNE 1970¹

RATIFICATION

Instrument registered with the Director-General of the International Labour Office on:

13 May 1991

RWANDA

(Specifying, pursuant to article 3 (3) of the Convention, that the minimum length of holiday is eighteen working days; and accepting, pursuant to its article 15 (1), the obligations of the Convention in respect of employed persons in economic sectors other than agriculture. With effect from 13 May 1992.)

No. 12677. CONVENTION (No. 136) CONCERNING PROTECTION AGAINST HAZARDS OF POISONING ARISING FROM BENZENE. ADOPTED BY THE GENERAL CONFERENCE OF THE INTERNATIONAL LABOUR ORGANISATION AT ITS FIFTY-SIXTH SESSION, GENEVA, 23 JUNE 1971²

RATIFICATION

Instrument registered with the Director-General of the International Labour Office on:

11 June 1991

INDIA

(With effect from 11 June 1992.)

¹ United Nations, *Treaty Series*, vol. 883, p. 97; for subsequent actions, see references in Cumulative Indexes Nos. 14 to 18, as well as annex A in volumes 1136, 1147, 1223, 1248, 1512, 1552 and 1562.

² *Ibid.*, vol. 885, p. 45; for subsequent actions, see references in Cumulative Indexes Nos. 14 to 17, as well as annex A in volumes 1141, 1175, 1242, 1256, 1301 and 1567.

ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL

N° 12658. CONVENTION (N° 132) CONCERNANT LES CONGÉS ANNUELS PAYÉS (RÉVISÉE EN 1970). ADOPTÉE PAR LA CONFÉRENCE GÉNÉRALE DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL À SA CINQUANTE-QUATRIÈME SESSION, GENÈVE, 24 JUIN 1970¹

RATIFICATION

Instrument enregistré auprès du Directeur général du Bureau international du Travail
le :

13 mai 1991

RWANDA

(Il est spécifié, en application de l'article 3, paragraphe 3, de la Convention, que la durée minimale du congé est de 18 jours ouvrables, et que, en application de l'article 15, paragraphe 1, le Rwanda accepte les obligations de la Convention à l'égard des personnes employées dans les secteurs économiques autres que l'agriculture. Avec effet au 13 mai 1992.)

N° 12677. CONVENTION (N° 136) CONCERNANT LA PROTECTION CONTRE LES RISQUES D'INTOXICATION DUS AU BENZÈNE. ADOPTÉE PAR LA CONFÉRENCE GÉNÉRALE DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL À SA CINQUANTE-SIXIÈME SESSION, GENÈVE, 23 JUIN 1971²

RATIFICATION

Instrument enregistré auprès du Directeur général du Bureau international du Travail
le :

11 juin 1991

INDE

(Avec effet au 11 juin 1992.)

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 883, p. 97; pour les faits ultérieurs, voir les références données dans les Index cumulatifs n°s 14 à 18, ainsi que l'annexe A des volumes 1136, 1147, 1223, 1248, 1512, 1552 et 1562.

² *Ibid.*, vol. 885, p. 45; pour les faits ultérieurs, voir les références données dans les Index cumulatifs n°s 14 à 17, ainsi que l'annexe A des volumes 1141, 1175, 1242, 1256, 1301 et 1567.

No. 14841. CONVENTION (No. 139) CONCERNING PREVENTION AND CONTROL OF OCCUPATIONAL HAZARDS CAUSED BY CARCINOGENIC SUBSTANCES AND AGENTS. ADOPTED BY THE GENERAL CONFERENCE OF THE INTERNATIONAL LABOUR ORGANISATION AT ITS FIFTY-NINTH SESSION, GENEVA, 24 JUNE 1974¹

RATIFICATION

Instrument registered with the Director-General of the International Labour Office on:

21 June 1991

ICELAND

(With effect from 21 June 1992.)

No. 16705. CONVENTION (No. 144) CONCERNING TRIPARTITE CONSULTATIONS TO PROMOTE THE IMPLEMENTATION OF INTERNATIONAL LABOUR STANDARDS. ADOPTED BY THE GENERAL CONFERENCE OF THE INTERNATIONAL LABOUR ORGANISATION AT ITS SIXTY-FIRST SESSION, GENEVA, 21 JUNE 1976²

RATIFICATION

Instrument registered with the Director-General of the International Labour Office on:

10 June 1991

PHILIPPINES

(With effect from 10 June 1992.)

¹ United Nations, *Treaty Series*, vol. 1010, p. 5; for subsequent actions, see references in Cumulative Indexes Nos. 17 and 18, as well as annex A in volumes 1130, 1138, 1197, 1242, 1256, 1275, 1301, 1331, 1562 and 1573.

² *Ibid.*, vol. 1089, p. 355; for subsequent actions, see references in Cumulative Index No. 18, as well as annex A in volumes 1102, 1109, 1111, 1126, 1130, 1133, 1136, 1141, 1143, 1145, 1147, 1153, 1216, 1242, 1248, 1252, 1256, 1275, 1284, 1295, 1301, 1314, 1317, 1323, 1344, 1351, 1390, 1391, 1401, 1428, 1436, 1441, 1464, 1474, 1512, 1522, 1527, 1541, 1556, 1573, 1584 and 1589.

N° 14841. CONVENTION (N° 139) CONCERNANT LA PRÉVENTION ET LE CONTRÔLE DES RISQUES PROFESSIONNELS CAUSÉS PAR LES SUBSTANCES ET AGENTS CANCÉROGÈNES. ADOPTÉE PAR LA CONFÉRENCE GÉNÉRALE DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL À SA CINQUANTE-NEUVIÈME SESSION, GENÈVE, 24 JUIN 1974¹

RATIFICATION

Instrument enregistré auprès du Directeur général du Bureau international du Travail
le :

21 juin 1991

ISLANDE

(Avec effet au 21 juin 1992.)

N° 16705. CONVENTION (N° 144) CONCERNANT LES CONSULTATIONS TRIPARTITES DESTINÉES À PROMOUVOIR LA MISE EN ŒUVRE DES NORMES INTERNATIONALES DU TRAVAIL. ADOPTÉE PAR LA CONFÉRENCE GÉNÉRALE DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL À SA SOIXANTE ET UNIÈME SESSION, GENÈVE, 21 JUIN 1976²

RATIFICATION

Instrument enregistré auprès du Directeur général du Bureau international du Travail
le :

10 juin 1991

PHILIPPINES

(Avec effet au 10 juin 1992.)

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1010, p. 5; pour les faits ultérieurs, voir les références données dans les Index cumulatifs n°s 17 et 18, ainsi que l'annexe A des volumes 1130, 1138, 1197, 1242, 1256, 1275, 1301, 1331, 1562 et 1573

² *Ibid.*, vol. 1089, p. 355; pour les faits ultérieurs, voir les références données dans l'Index cumulatif n° 18, ainsi que l'annexe A des volumes 1102, 1109, 1111, 1126, 1130, 1133, 1136, 1141, 1143, 1145, 1147, 1153, 1216, 1242, 1248, 1252, 1256, 1275, 1284, 1295, 1301, 1314, 1317, 1323, 1344, 1351, 1390, 1391, 1401, 1428, 1436, 1441, 1464, 1474, 1512, 1522, 1527, 1541, 1556, 1573, 1584 et 1589.

No. 19653. CONVENTION (No. 151) CONCERNING PROTECTION OF THE RIGHTS TO ORGANISE AND PROCEDURES FOR DETERMINING CONDITIONS OF EMPLOYMENT IN THE PUBLIC SERVICE. ADOPTED BY THE GENERAL CONFERENCE OF THE INTERNATIONAL LABOUR ORGANISATION AT ITS SIXTY-FOURTH SESSION, GENEVA, 27 JUNE 1978¹

RATIFICATION

Instrument registered with the Director-General of the International Labour Office on:

21 May 1991

BELGIUM

(With effect from 21 May 1992.)

No. 20690. CONVENTION (No. 147) CONCERNING MINIMUM STANDARDS IN MERCHANT SHIPS. ADOPTED BY THE GENERAL CONFERENCE OF THE INTERNATIONAL LABOUR ORGANISATION AT ITS SIXTY-SECOND SESSION, GENEVA, 29 OCTOBER 1976²

RATIFICATION

Instrument registered with the Director-General of the International Labour Office on:

7 May 1991

UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS

(With effect from 7 May 1992.)

¹ United Nations, *Treaty Series*, vol. 1218, p. 87, and annex A in volumes 1223, 1236, 1242, 1248, 1252, 1284, 1286, 1301, 1372, 1391, 1428, 1456, 1505, 1520 and 1541.

² *Ibid.*, vol. 1259, p. 335, and annex A in volumes 1286, 1295, 1312, 1317, 1391, 1401, 1405, 1428, 1434, 1436, 1512, 1527, 1541, 1573, 1598 and 1606.

N° 19653. CONVENTION (N° 151) CONCERNANT LA PROTECTION DU DROIT D'ORGANISATION ET LES PROCÉDURES DE DÉTERMINATION DES CONDITIONS D'EMPLOI DANS LA FONCTION PUBLIQUE. ADOPTÉE PAR LA CONFÉRENCE GÉNÉRALE DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL À SA SOIXANTE-QUATRIÈME SESSION, GENÈVE, 27 JUIN 1978¹

RATIFICATION

Instrument enregistré auprès du Directeur général du Bureau international du Travail
le :

21 mai 1991

BELGIQUE

(Avec effet au 21 mai 1992.)

N° 20690. CONVENTION (N° 147) CONCERNANT LES NORMES MINIMA À OBSERVER SUR LES NAVIRES MARCHANDS. ADOPTÉE PAR LA CONFÉRENCE GÉNÉRALE DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL À SA SOIXANTE-DEUXIÈME SESSION, GENÈVE, 29 OCTOBRE 1976²

RATIFICATION

Instrument enregistré auprès du Directeur général du Bureau international du Travail
le :

7 mai 1991

UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES

(Avec effet au 7 mai 1992.)

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1218, p. 87, et annexe A des volumes 1223, 1236, 1242, 1248, 1252, 1284, 1286, 1301, 1372, 1391, 1428, 1456, 1505, 1520 et 1541.

² *Ibid.*, vol. 1259, p. 335, et annexe A des volumes 1286, 1295, 1312, 1317, 1391, 1401, 1405, 1428, 1434, 1436, 1512, 1527, 1541, 1573, 1598 et 1606.

No. 22345. CONVENTION (No. 155) CONCERNING OCCUPATIONAL SAFETY AND HEALTH AND THE WORKING ENVIRONMENT. ADOPTED BY THE GENERAL CONFERENCE OF THE INTERNATIONAL LABOUR ORGANISATION AT ITS SIXTY-SEVENTH SESSION, GENEVA, 22 JUNE 1981¹

RATIFICATIONS

Instruments registered with the Director-General of the International Labour Office on:

22 May 1991

NETHERLANDS

(With effect from 22 May 1992.)

21 June 1991

ICELAND

(With effect from 21 June 1992.)

No. 23439. CONVENTION (No. 159) CONCERNING VOCATIONAL REHABILITATION AND EMPLOYMENT (DISABLED PERSONS). ADOPTED BY THE GENERAL CONFERENCE OF THE INTERNATIONAL LABOUR ORGANISATION AT ITS SIXTY-NINTH SESSION, GENEVA, 20 JUNE 1983²

RATIFICATION

Instrument registered with the Director-General of the International Labour Office on:

2 May 1991

PARAGUAY

(With effect from 2 May 1992.)

¹ United Nations, *Treaty Series*, vol. 1331, p. 279, and annex A in volumes 1351, 1363, 1397, 1401, 1409, 1492, 1516, 1522, 1526 and 1598.

² *Ibid.*, vol. 1401, p. 235, and annex A in volumes 1405, 1434, 1441, 1445, 1464, 1492, 1498, 1509, 1512, 1514, 1526, 1530, 1539, 1547, 1552, 1556, 1566, 1567, 1573, 1579 and 1598.

N° 22345. CONVENTION (N° 155) CONCERNANT LA SÉCURITÉ, LA SANTÉ DES TRAVAILLEURS ET LE MILIEU DE TRAVAIL. ADOPTÉE PAR LA CONFÉRENCE GÉNÉRALE DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL À SA SOIXANTE-SEPTIÈME SESSION, GENÈVE, 22 JUIN 1981¹

RATIFICATIONS

Instruments enregistrés auprès du Directeur général du Bureau international du Travail
le :

22 mai 1991

PAYS BAS

(Avec effet au 22 mai 1992.)

21 juin 1991

ISLANDE

(Avec effet au 21 juin 1992.)

N° 23439. CONVENTION (N° 159) CONCERNANT LA RÉADAPTATION PROFESSIONNELLE ET L'EMPLOI DES PERSONNES HANDICAPÉES. ADOPTÉE PAR LA CONFÉRENCE GÉNÉRALE DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL À SA SOIXANTE-NEUVIÈME SESSION, GENÈVE, 20 JUIN 1983²

RATIFICATION

Instrument enregistré auprès du Directeur général du Bureau international du Travail
le :

2 mai 1991

PARAGUAY

(Avec effet au 2 mai 1992.)

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1331, p. 279, et annexe A des volumes 1351, 1363, 1397, 1401, 1409, 1492, 1516, 1522, 1526 et 1598.

² *Ibid.*, vol. 1401, p. 235, et annexe A des volumes 1405, 1434, 1441, 1445, 1464, 1492, 1498, 1509, 1512, 1514, 1526, 1530, 1539, 1547, 1552, 1556, 1566, 1567, 1573, 1579 et 1598.

No. 27865. CONVENTION (No. 167) CONCERNING SAFETY AND HEALTH IN CONSTRUCTION. ADOPTED BY THE GENERAL CONFERENCE OF THE INTERNATIONAL LABOUR ORGANISATION AT ITS SEVENTY-FIFTH SESSION, GENEVA, 20 JUNE 1988¹

RATIFICATION

Instrument registered with the Director-General of the International Labour Office on:

24 June 1991

NORWAY

(With effect from 24 June 1992.)

Certified statements were registered by the International Labour Organisation on 31 July 1991.

¹ United Nations, *Treaty Series*, vol. 1592, No. I-27865.

N° 27865. CONVENTION (N° 167) CONCERNANT LA SÉCURITÉ ET LA SANTÉ DANS LA CONSTRUCTION. ADOPTÉE PAR LA CONFÉRENCE GÉNÉRALE DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL À SA SOIXANTE-QUINZIÈME SESSION, GENÈVE, 20 JUIN 1988¹

RATIFICATION

Instrument enregistré auprès du Directeur général du Bureau international du Travail le :

24 juin 1991

NORVÈGE

(Avec effet au 24 juin 1992.)

Les déclarations certifiées ont été enregistrées par l'Organisation internationale du Travail le 31 juillet 1991.

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1592, n° I-27865.